

COVID-19 : ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

Paulin MANWELO, S.J.,
Ph.D.,
Chef de Département
de Philosophie,
Faculté des Lettres
et Sciences Humaines
(Université de
Kinshasa) ;
Membre du conseil
de Rédaction de
Congo-Afrique.
manwelop@hotmail.com

1. Ces quelques lignes sont une présentation de l'excellent texte de Francis Fukuyama, "la pandémie (de coronavirus) et l'ordre politique (mondial)² ». Francis Fukuyama est professeur à Stanford University aux USA et auteur de plusieurs ouvrages célèbres sur la situation géopolitique du monde, notamment, *POLITICAL ORDER AND POLITICAL DECAY. From the Industrial Revolution to the Globalization of Democracy*³.

2. Mais, cette présentation n'est pas une reprise *ad litteram* du texte de Fukuyama. Loin s'en faut ! Elle est plutôt un commentaire de l'article pour en faire sortir davantage la grille de lecture devant nous permettre de mieux cerner les enjeux socio-politico-économiques et géopolitiques de la crise sanitaire actuelle. Bien plus, nous analyserons cette problématique, en mettant un accent particulier sur la situation de l'Afrique et, plus particulièrement, sur le cas de la RD Congo.

3. Pour ce faire, nous voulons répondre à une quadruple question : (i) quelle est la nature de la crise sanitaire qui frappe le monde aujourd'hui ? (ii) Quelles sont les causes du succès et de l'échec des pays dans leurs efforts à faire face à cette crise ? (iii) Quelles sont les conséquences relatives à (ii) ? Et (iv) Quelles sont les leçons à tirer pour l'avenir de nos sociétés africaines, en particulier, et celui de notre monde, en général ?

4. De la nature de la crise sanitaire actuelle du monde. Tout d'abord, il sied de noter ceci : la crise sanitaire actuelle n'est pas la première crise dans l'histoire de notre humanité. En effet, s'il est vrai que l'histoire retiendra la pandémie du coronavirus (COVID-19) comme une crise majeure « *sui generis* »

2 Francis Fukuyama, « The Pandemic and Political Order », in *Foreign Affairs*, July / August, 2020.

3 Francis Fukuyama, *POLITICAL ORDER AND POLITICAL DECAY. From the Industrial Revolution to the Globalization of Democracy*, London, PROFILE BOOKS, 2014.

qui aura frappé et paralysé tous les pays du monde entier, force est de reconnaître que, dans le passé, notre monde avait connu de grandes crises virales au XX^e siècle : grippe espagnole de 1917-1919, 20 à 40 millions de morts ; grippe asiatique de 1957, 2 millions de morts ; grippe de Hong Kong de 1968-1970, un million ; le Sida, 40 million de morts ; et au XXI^e siècle, il y a eu aussi des épidémies qui ont secoué le monde : le SRAS en 2003, la grippe A H1N1 en 2009, le MERS en 2012 et la maladie à virus Ebola en 2014. Lorsqu'on compare ce tableau, assez bien lugubre, avec celui de la crise sanitaire due à la COVID-19, avec 800.000 mille morts (au moment où nous écrivons ces lignes), l'on est tenté de dire que, à bien considérer les choses, il n'y a rien de nouveau sous le soleil !

En effet, comme l'affirme le généticien Axel Kahn, « il n'y a jamais eu de vie sans virus, ils sont contemporains de l'apparition de la vie elle-même. Aucune espèce bactérienne, végétale ou animale n'en est indemne. L'espèce humaine n'est que l'une d'entre elles. Nous avons connu au XX^e siècle quatre pandémies virales, trois plus graves que le (sic) Covid-19..., mais, nous avons oublié, parce que l'incroyable progrès scientifique et technique réalisé en 50 ans avait fini par faire croire aux gens que de tels épisodes étaient devenus impossibles, alors qu'ils étaient inéluctables comme ils le demeureront dans l'avenir⁴ ».

Une compréhension de la crise sanitaire actuelle, basée sur une lecture historique des crises virales, permet ainsi d'éviter des interprétations de type apocalyptique qui nous feraient croire que la COVID-19 serait une malédiction tombant du « ciel » ou qu'elle serait un signe précurseur, annonçant la fin du monde, comme le proclament, sans sourciller, certains prophètes de malheur et certains esprits à la recherche du sensationnel. Or, il s'agit plutôt de considérer la crise sanitaire actuelle objectivement et froidement sans craintes ni atermoiements pour ne pas verser dans une peur démesurée. La peur ne résout rien. Vivre avec la peur au ventre est une chose terrible. La peur peut devenir elle-même un virus. Elle peut nous faire prendre des décisions irrationnelles ; elle peut nous amener à désigner des boucs émissaires. C'est ainsi qu'en Afrique, l'on entend souvent dire : « la COVID-19 n'est pas une maladie des noirs (africains) ; c'est la maladie des Chinois, des Blancs... ».

De telles interprétations racistes ou biologistes de la COVID-19 font fausse route ; elles passent tout à fait à côté d'une approche scientifique qui peut aider à cerner la vraie nature de la pandémie.

5. Ainsi, nous devrions tous, Africains et non Africains, le reconnaître : la COVID-19 n'est pas une maladie réservée à une seule catégorie de gens : blancs, noirs, riches ou pauvres ; elle frappe tout le monde sans distinction. Elle est la première grande pandémie du XXI^e siècle et elle

⁴ Voir Interview d'Axel KAHN dans *La Vie*, Hebdomadaire Chrétien, n° 3899 du 21 au 27 mai 2020, pp. 34-35.

a ceci de particulier : à l'ère de la mondialisation, elle affecte quasiment tous les pays du monde entier avec une célérité hors pair. Pasi Penttinen, du Centre européen de prévention et de contrôle de maladies, l'atteste en ces termes : « On a beau savoir que le monde est très interconnecté, que le trafic aérien explose... J'ai été totalement impressionné par la vitesse à laquelle ce virus a conquis la planète et est devenu un problème pour tout le monde, presque en même temps ⁵ ».

Cette célérité est due au fait que c'est une maladie très contagieuse qui se transmet très facilement, de manière asymptomatique ou de manière « très discrète », « silencieusement » pourrait-on dire. Mais, il convient aussi de le souligner : la COVID-19 n'est pas une maladie mortelle *per se*. La maladie à virus Ebola, par exemple, ne se transmet pas facilement ; mais elle est mortelle, dans la mesure où les victimes meurent facilement ; elle tue la moitié des patients. Tel n'est pas le cas avec la COVID-19 ; une maladie plutôt retorse, matoise, qui se propage à grande échelle ; emporte les plus fragiles ; fait exploser les services hospitaliers et contraint tout le monde à rester calfeutré, « confiné » ; à porter des « masques » ; à respecter la « distanciation sociale », avec un seul mot d'ordre comme éthique de vie : « *« restez chez vous à la maison ! »* pour vous protéger et, partant, protéger les autres.

C'est, précisément, à cause de sa nature « discrète » que l'on a tendance à minimiser la présence de la COVID-19 ; on ne la prend pas au sérieux ; on exige des « preuves » pour croire. En RD Congo, comme dans plusieurs pays africains d'ailleurs, les gens l'affirment, haut et fort : « c'est faux, la COVID-19 n'existe pas ! On ne voit pas les gens mourir ! Qu'on nous laisse donc tranquilles ! Si elle existe en Afrique, elle est une maladie des riches, des gens qui ont des passeports pour voyager en Europe et entrent en contact avec les Blancs ! Qu'on ne nous laisse pas mourir de faim avec des mesures de confinement comme en Europe ! Cette maladie est un complot contre l'Afrique !⁶ »...

6. Il va sans dire qu'une telle compréhension des choses doit être évitée. De tels arguments sont des propos populistes, sans fondement scientifique ; ils sont basés non pas sur des faits, mais plutôt sur des « rumeurs » et des croyances puériles ; ils ignorent la vraie nature de la pandémie qui secoue le monde entier.

5 Voir Dossier « Coronavirus et Maintenant ? », in *Science et Vie*, n° 1232, mai 2020, p. 64.

6 Une enquête menée par l'Institut de sondage Target, le lundi 24 août 2020 indique que, malgré le nombre élevé de personnes contaminées à la COVID-19 constaté en juillet 2020, 6 Congolais sur 10 ne sont pas toujours convaincus de la gravité de cette maladie sur le sol congolais, principalement à cause du manque de personnes contaminées dans leur environnement immédiat et du nombre croissant de personnes guéries. Combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, cette étude avait porté sur un échantillon représentatif de 1.000 Congolais, âgés de 18 à 65 ans, issus de 6 provinces de la RDC, à savoir Kinshasa, Kongo-Central, Kasai-Oriental, Haut-Katanga, Nord-Kivu et Sud-Kivu. Ces personnes ont été interrogées par téléphone du 06 au 12 juillet 2020 selon la méthode des quotas. Afin d'approfondir davantage les résultats de l'enquête et comprendre au mieux le vécu quotidien des congolais durant cette période, les enquêteurs ont réalisé deux focus-groups du 24 au 25 juillet 2020 sur une plateforme digitale (Zoom) et composés respectivement de 10 hommes et 10 femmes, tous âgés de 25 à 40 ans. Voir <https://7sur7.cd/25/08/2020-10:17>

7. Et les faits, eux, sont toujours têtus : la COVID-19 continue à faire des ravages dans le monde, quand bien même, selon les dires de l'OMS, elle diminuerait en intensité. Mais, la nature particulière de ce virus va faire que les contaminations iront croissantes dans les pays qui ne le prennent pas au sérieux : le virus va continuer à se répandre, causant de nombreux décès. Par ailleurs, étant donné la nature sournoise de cette pandémie, aucun pays au monde ne pourra se déclarer victorieux d'elle sans médicament ou vaccin. Amesh Adlja, spécialiste des maladies émergentes à l'Université Johns-Hopkins tranche : « Je pense qu'il (le coronavirus) a de forts risques de devenir endémique et de s'ajouter à la liste des quatre autres coronavirus qui circulent actuellement au sein de la population mondiale⁷ ».

C'est dire qu'une vigilance tous azimuts s'impose pour lutte contre la propagation de la pandémie. En fait, à l'heure où nous écrivons ces lignes, la sonnette d'alarme est tirée dans tous les pays où l'on est allé vite en besogne avec le déconfinement. En effet, l'on assiste à une recrudescence de nouveaux cas de contamination de la COVID-19 dans certains pays du monde. Une seconde vague de la propagation de la pandémie est à craindre. Il faut donc éviter tout relâchement dans les mesures prophylactiques à observer – distanciation sociale, port des masques, lavage des mains, etc.

8. Dans cette configuration de la crise sanitaire mondiale, le continent africain est un cas de figure qui étonne plus d'un observateur : peu de cas de contamination à comparer avec d'autres continents. D'aucuns avaient prédit une contamination exponentielle de la COVID-19 dans les pays africains. Mais, de ce cataclysme apocalyptique annoncé, il n'en fut rien. En effet, hormis l'Afrique du Sud et certains pays du Nord de l'Afrique (Maroc, Algérie et Tunisie) où l'on dénombre beaucoup de cas de contamination de la COVID-19, l'Afrique subsaharienne est jusqu'à présent épargnée des chiffres presque vertigineux de contamination, observés aujourd'hui sur le continent Américain, particulièrement aux États-Unis, au Brésil et au Mexique, ainsi que sur le continent Européen, au début de la pandémie (mars-avril-mai, 2020).

Nous n'allons pas aborder ici les causes relatives au cas d'exception de l'Afrique subsaharienne. À vrai dire, jusqu'à présent, personne ne maîtrise encore les arcanes et méandres de cette pandémie retorse, « intelligente ». Aujourd'hui, d'aucuns parlent même de « mutations du virus » qui feraient en sorte qu'il présenterait plusieurs visages, tantôt « agressif » ou « virulent », tantôt « moins agressif » ou « virulent ». Les études en cours devraient démontrer plus tard l'exceptionnalité de l'Afrique noire dans la propagation de la COVID-19⁸.

7 Voir Dossier « Coronavirus et Maintenant ? », in *Science et Vie*, n° 1232, mai 2020, p. 72.

8 Il faut éviter, d'ores et déjà, les analyses simplistes qui attribuent l'exceptionnalité de l'Afrique noire à la « peau noire » ou à la « chaleur ». Ces thèses ont été démenties par les faits. La communauté noire américaine a été durement frappée par rapport à la communauté blanche américaine aux États-Unis. Et la COVID-19 n'a pas disparu ou baissé d'intensité avec la chaleur de l'été en Amérique et en Europe.

Qu'à cela ne tienne ! S'il est vrai que l'Afrique, en général, et la RD Coongo, en particulier, ne connaissent pas (encore !) une situation exponentielle des cas de contamination de la COVID-19, il importe, cependant, de prévenir plutôt que de guérir, surtout lorsque, comme on le répète à satiété, nos pays africains n'ont pas de capacités requises pour gérer les grands catastrophes de l'histoire de l'humanité. Il convient donc de ne pas minimiser la nature du virus que nous venons de décrire. C'est un virus qui ne connaît ni les frontières des pays ou des continents ; ni les distinctions raciales, sociales, religieuses et autres. C'est dire qu'en Afrique également, la vigilance tous azimuts s'impose pour éviter le pire des cas de contamination qui pourrait être fatal pour notre continent, déjà miné par tant de fléaux.

9. Des causes du succès ou de l'échec des pays dans la lutte contre la COVID-19. La pandémie du coronavirus est un grand test politique pour voir, d'une part, le niveau des « États forts », c'est-à-dire, des gouvernements avec des capacités managériales et la légitimité qui les poussent à entreprendre des réformes susceptibles de les rendre encore plus forts et ouvrant ainsi de belles perspectives pour l'avenir, et, d'autre part, le niveau des « États faibles » avec des leaderships déficients qui vont, sinon plonger dans la pauvreté et l'instabilité, du moins stagner. La pandémie a jeté la lumière sur l'efficacité et l'inefficacité des institutions de chaque pays. L'écart entre les riches et les pauvres au niveau des peuples et au niveau des pays a été mis à nu. Et en même temps, cette pandémie a démontré la capacité des gouvernants à anticiper et à trouver des solutions idoines.

10. Plus concrètement, l'on peut distinguer trois causes du succès des pays dans la lutte contre la COVID-19, à savoir (i) *les capacités managériales et institutionnelles de l'État* ; (ii) *la confiance dans les autorités de l'État* ; et (iii) *le leadership efficace et efficient*. Explicitons davantage ces facteurs en nous appuyant sur des cas concrets.

11. Parmi les pays qui ont bien géré la crise avec professionnalisme et compétence, c'est-à-dire avec des capacités managériales avérées et un leadership efficace et efficient, on peut citer la Corée du Sud, le Taïwan, le Japon, le Singapour, Hongkong, l'Allemagne d'Angela Merkel, et, dans une large mesure, la Chine. La Corée du Sud, par exemple, a réussi à contenir l'épidémie en mettant en œuvre une politique de dépistage massif et d'isolement des cas positifs. Leur mantra ou leur dispositif de lutte était : « Tester, tracer, isoler ». Cette stratégie managériale scientifique très agressive leur a permis de remonter toute la chaîne de transmission et maîtriser ainsi la propagation de la pandémie.

De manière générale, beaucoup l'attestent : les démocraties d'Asie ont bien tiré leur épingle du jeu : elles ont tenu le virus en respect, pour ainsi dire. Et un des facteurs déterminants du succès dans la lutte contre la COVID-19 dans ces pays était le style de management basé sur la relation de confiance entre la population et les autorités de l'État. Dans les pays

nordiques, par exemple, – Suède, Danemark, Norvège et Finlande, ils ont réussi à contenir la pandémie grâce à une éthique de « responsabilisation non coercitive ». Voici comment le Docteur Anders Tegnell, épidémiologiste en chef de l'Autorité de la Santé publique en Suède l'explique : « Certains pays veulent éradiquer le virus et pensent pouvoir le faire grâce à des mesures de confinement. Nous pensons que c'est une illusion. Comme tous les virus de ce type, il reviendra quand les pays sortiront de leur confinement. Tant que nous n'avons pas de vaccin, nous pensons qu'il faut vivre avec et qu'il vaut mieux essayer d'attaquer la maladie dès maintenant, tout en évitant autant que possible qu'elle se répande, bien sûr, mais sans fermer toute la société, ce qui est insupportable. L'enjeu central pour nous est d'aplanir les courbes de l'évolution de la maladie, notamment pour que les hôpitaux ne soient pas débordés. Et sur ce point, nous avons réussi pour le moment⁹ ». Et plus loin, il affirme : « Nos recommandations sont toujours élaborées en fonction des habitudes des gens. Et si les gens ne les comprennent pas, nous devons encore insister. Pour nous, l'important est de recueillir *le consentement et la compréhension* de la plupart. C'est ainsi que nous vaincrons le virus... Quelqu'un qui a vraiment besoin de porter un masque doit rester chez lui. En plus, la plupart des gens s'en servent n'importe comment, ce qui peut rendre son usage dangereux. Un masque est réservé au personnel soignant dans les hôpitaux, qui sait s'en servir¹⁰ ».

Un autre facteur qui a contribué à cette réussite tient à certains éléments culturels. Au Japon, par exemple, on ne se fait pas la bise ; on ne se serre pas la main ; on ne se prend pas dans les bras ; il y a toujours une distance sociale à respecter. Et puis, on enlève ses chaussures en entrant dans une maison. Ajouter à tout ceci, la généralisation des portes automatiques dans les lieux publics, les rampes d'escalator nettoyées plusieurs fois par jour ainsi que l'usage du masque au quotidien pour se protéger du pollen au printemps, de la pollution en ville, etc.¹¹

12. D'autres pays, par contre, ont pauvrement géré cette pandémie. Tel est le cas du Brésil avec Jair Bolsonaro, un leader qui minimisait et continue à minimiser la pandémie, à telle enseigne qu'aujourd'hui, le Brésil est devenu aujourd'hui, l'un des épicentres de la pandémie. Le cas aussi de la Russie où Vladimir Poutine avait minimisé la pandémie avant de se ressaisir. Tel est aussi le cas des États-Unis de Donald Trump, malgré les capacités institutionnelles des États américains. La défaillance des États-Unis tient essentiellement au leadership : ils sont apparus un pays divisé, polarisé par un leadership incompétent, qui bloque le fonctionnement de l'État ; un président qui divise plutôt que celui qui rassemble, unit ; politise la

9 Voir Dossier « Comment font les autres ? », in *La Vie*. L'hebdomadaire chrétien d'actualité, n° 3898 du 14 au 20 mai 2020, p. 29.

10 *Ibid.*, p. 32 (c'est nous qui soulignons).

11 Voir « Comment font les autres ? La leçon des démocraties asiatiques », in *La Vie*, n°3898 du 14 au 20 mai, 2020, pp. 20-23.

distribution de l'aide fédérale ; renvoie tout aux Gouverneurs pour prendre des décisions ; et s'en prend aux institutions internationales (OMS), au lieu de les encourager dans la lutte contre la COVID-19¹².

13. En Afrique subsaharienne, très peu de pays peuvent être considérés comme des « modèles » dans la gestion de la pandémie de la COVID-19, si l'on considère le facteur « leadership efficace et efficient ». Il est vrai que l'apparition de la COVID-19 avait surpris beaucoup de dirigeants dans le monde entier. Personne ne s'y attendait. Ce qui explique les tâtonnements et certaines hésitations dans la gestion de la pandémie. Mais, en Afrique où l'on est souvent mal préparé à ce genre des choses, amateurisme, improvisations, tâtonnements, absence de planification stratégique et manque de clarté dans la communication avec les populations ont caractérisé le leadership de beaucoup de pays africains dans la gestion de la pandémie.

À titre d'illustration : de nombreux gouvernements africains, y compris celui de la RD Congo, ont décrété l'État d'urgence, sans mesures d'accompagnement pour des millions de gens qui vivent au jour le jour. Conséquences : des millions de gens sans travail, sans logis, sans nourriture, sans soins de santé. Et au bout du compte, il s'est installé un climat de méfiance entre la population et les autorités de l'État qui n'ont pas su donner des réponses idoines aux problèmes posés par cette pandémie. Hélas, le volcan, allumé par cette crise majeure, ne s'est pas encore éteint. Le pire est peut-être encore à venir !

14. Dans le monde entier, les conséquences socio-économiques néfastes, dues à la pandémie COVID-19, sont nombreuses, multiples et variées : ralentissement des affaires, effondrement de certaines industries et compagnies aériennes, récession économique avec des dettes, réduction drastique des voyages, tant à l'intérieur des pays qu'entre ces derniers, perte d'emplois et, partant, montée exponentielle du chômage, tensions politiques avec des revendications sociales et économiques de la part des populations, etc.

En RD Congo, d'après une enquête réalisée par Élan RDC en collaboration avec Kinshasa Digital dont les résultats ont été consultés le jeudi 20 août 2020, 68% des ménages sondés ont connu une forte baisse de leurs revenus à cause des effets socio-économiques négatifs de la COVID-19.

À en croire cette étude, les principales raisons de la baisse des revenus des ménages sondés résident dans l'incapacité de ces derniers à se rendre sur leurs lieux de travail parce qu'il est fermé ou que les individus ne peuvent pas sortir pour exercer leurs activités professionnelles¹³.

¹² Il faut reconnaître que Donald Trump s'est rétracté sur plusieurs points. À titre d'exemple, l'importe du port des masques comme mesure barrière pour lutter contre la propagation du virus.

¹³ Voir <https://7sur7.cd/2020/08/20/rdc>. Voir également une autre enquête menée par Target qui donne les résultats suivants : « Durant cette période de la Covid-19, les dépenses alimentaires des

15. Mais, s'il est vrai que, d'une part, la crise sanitaire actuelle est à la base des conséquences socio-économiques néfastes susmentionnées, il faut aussi l'avouer – et c'est ici que réside le paradoxe de toute crise – que, d'autre part, elle a engendré initiatives, des initiatives que l'on peut considérer comme des contributions positives dans l'organisation de la vie en société. Parmi celles-ci, on peut citer la valorisation du mode de travail via la vidéoconférence ou ce qu'on appelle le télétravail, à telle enseigne que, désormais, les interactions digitales deviendront une des manières de procéder dans les relations sociales ; la dispensation des cours en ligne dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire, ou ce qu'on appelle l'enseignement « *distantiel* » (versus l'enseignement « *présentiel* ») – ce qui a permis que dans les pays possédant des capacités technologiques appropriées, les établissements d'enseignement aient pu terminer leurs années académiques sans coup férir – ; la redynamisation du sens de la « solidarité sociale » et de la générosité où l'on a vu des personnes fortunées, des grandes entreprises avec beaucoup de moyens faire des contributions substantielles dans la lutte contre la COVID-19...

16. L'Afrique subsaharienne a battu et bat encore de l'aile sur ce second volet de la crise, c'est-à-dire sur les initiatives ou les innovations positives en vue de faire face aux défis posés par la pandémie de la COVID-19. Il y a eu, certes, ça et là, des initiatives de la part des ONG et certaines organisations de la société civile pour lutter contre la pandémie, mais, dans l'ensemble, il faut dire que les Africains ne se sont pas mobilisés comme un seul homme pour poser des actions d'envergure devant montrer que nous sommes tous engagés à combattre cette pandémie sur le continent. On a très peu vu des élans de solidarité en faveur des laissés pour compte de nos sociétés ; on a très peu vu les leaders politiques partager leurs fortunes pour la cause de la lutte contre la COVID-19. Certes, des artistes musiciens ont composé des chansons *ad hoc* pour sensibiliser la population sur les mesures barrières ; mais sans plus. Et la question cruciale et angoissante que l'on peut se poser ici est la suivante : sommes-nous vraiment solidaires les uns des autres ? Sommes-nous capables de poser des actes de solidarité pour construire le bien commun ? Qu'entend-on par la fameuse « solidarité africaine » ?

congolais ont augmenté pour 83% des répondants à cause principalement de la hausse de l'effectif présent à la maison en raison des mesures de riposte édictées ». Elle note par ailleurs « une croissance de 79% des dépenses liées à la communication (achat unités pour la communication et connexion internet) ». À la base de cette croissance, argue-t-elle, « le souci de rester en contact avec le monde extérieur, de s'informer sur l'évolution de la pandémie, le télétravail ainsi que les cours et/ou devoirs en ligne pour les élèves ». « Les mesures de distanciation édictées pour limiter la propagation auraient occasionné une augmentation des dépenses liées au transport en commun chez 65% des congolais interrogés », affirme l'étude. Elle souligne une augmentation de 58 % des dépenses liées à la santé suite à la panique charriée par l'annonce de la pandémie de la Covid-19 en RDC. A en croire l'étude, « la consommation des boissons aurait augmenté pour certaines personnes (51%), soit à cause de l'envie de se faire plaisir et gérer le stress du confinement, soit encore en raison des visites des proches ». Publié in <https://7sur7.cd/25/08/2020>.

Le cas le plus flagrant et le plus dramatique dans cette absence d'initiatives positives pour faire face aux défis de la COVID-19 a été l'incapacité de continuer à assurer des enseignements à des milliers d'élèves et d'étudiants. Ailleurs, on l'a fait grâce aux enseignements en ligne, des enseignements « distantiels ». En RD Congo, par exemple, pendant plus de cinq mois, tout a été aux arrêts, tant dans l'enseignement primaire et secondaire que dans l'enseignement supérieur et universitaire. Il y a eu quelques tentatives des enseignements distantiels par quelques universités à Kinshasa (L'Université Catholique du Congo, l'Université Protestante du Congo et l'Université Loyola du Congo) ainsi que quelques enseignements à la radio (Okapi) et à la télévision nationale (RTNC), destinés aux élèves du primaire et du secondaire, mais, dans l'ensemble, l'enseignement sur toute l'étendue du pays était figé, paralysé. Il est évident qu'avec des classes pléthoriques (plus de 2000 étudiants dans certaines salles de cours dans certaines universités) et le manque criant des infrastructures technologiques (accès facile et rapide à l'internet), il est quasiment impossible d'assurer des enseignements en ligne comme le font les autres institutions d'enseignement sous d'autres cieux. Conséquences : menace d'une « année blanche » ou une « année invalide », ou alors, on fait des « aménagements » pour ne pas dire des « bricolages » afin de se donner une bonne conscience. Des solutions qui ne mènent nulle part ! Bien au contraire, elles ne font qu'aggraver la situation de l'enseignement qui est déjà assez bien déplorable...

17. Les conséquences géopolitiques de la COVID-19. Il y a plus dans l'analyse des conséquences de la pandémie de la COVID-19. Il importe, en effet, d'examiner aussi les conséquences géopolitiques de cette pandémie, car, c'est ici que réside le « nerf de la guerre » : l'avenir du monde après la COVID-19.

18. De manière générale, le monde géopolitique de l'après COVID-19 sera caractérisé par l'un de deux scénarii ci-après : il y aura soit la « **renaissance du fascisme** », soit « **la résilience de la démocratie** ». Qu'est-ce à dire ?

19. Par « renaissance du fascisme », il faut entendre, *mutatis mutandis*, renaissance des courants de pensée suivants : le nationalisme, l'isolationnisme, la xénophobie et le refus d'un monde libéral que certains combattent depuis des années. En effet, à cause de la pandémie de la COVID-19, les gouvernements de certains pays ont déjà tendance à s'octroyer trop de pouvoir pour gérer la crise. Le cas de la Hongrie, des Philippines, de la Chine, d'El Salvador, de l'Uganda et du Burundi. Par ailleurs, beaucoup de pays, en Europe et ailleurs, veulent se tourner sur eux-mêmes et considérer les autres comme sources de leurs malheurs. Ce nationalisme et cet isolationnisme auront pour conséquences : les conflits internationaux, même s'ils seront de faible intensité, et la chasse aux étrangers. Tel est le cas des États-Unis qui ont suspendu l'octroi des visas aux citoyens de tous les autres pays du monde.

Les nouvelles vagues d'immigration du Sud au Nord seront toujours mal perçues. Et pour cause cette fois-ci : les migrants seront facilement accusés d'apporter les virus et le chaos.

20. Plus fondamentalement, l'après COVID-19 pourrait être marqué par le rejet du néo-libéralisme radical, l'idéologie du marché-libre (« *free market* »), défendue par les économistes de l'École de Chicago comme Friedrich von A. Hayek et Milton Friedman dans les années 1970-1980 ; une idéologie intellectuelle qui fut à la base des politiques du Président américain Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, en Angleterre, qui considéraient l'intrusion du gouvernement dans la gestion des affaires économiques et dans la vie privée comme un obstacle au progrès économique et humain. Cette thèse est à l'origine d'un débat, devenu célèbre, entre les « libéraux » et les « communautariens ». La crise sanitaire actuelle a mis en exergue les limites des thèses soutenues par les uns et les autres, et plus particulièrement, les limites des libéraux purs et durs – ceux qu'on appelle les « les libértariens » - qui entendent qui soutiennent *mordicus* la priorité des valeurs individualistes sur les valeurs sociétales ou communautaires. Car, les élans de diverses formes de solidarité sociétale que l'on a observés dans plusieurs pays pendant la crise démontrent à suffisance la place et le rôle incontournable de la communauté dans le bien vivre ensemble. Un individu seul ne construit pas la société. Celle-ci est l'œuvre de tous, particulièrement en temps de crise.

21. C'est dans ce contexte que d'aucuns prédisent la distribution mondiale de la puissance en faveur de l'Asie de l'Est, à tendance plutôt communautarienne, qui a bien géré la pandémie, mieux que l'Europe et les États-Unis, à tendance plutôt libérale, voire libértarienne. La Chine, plutôt communautariste, pourrait également être du côté de puissants du monde de l'après COVID-19. Dans les années à venir, la pandémie pourrait, en effet, conduire au déclin (relatif) des États-Unis et, partant, à l'érosion continue de l'ordre international libéral. L'hypothèse qui sous-tend cette clé de lecture géopolitique est donc obvie : l'avenir du monde, façonné par l'idéologie libérale, est sombre.

22. Mais, il ne faut pas aller vite en besogne en disant « adieu » au libéralisme ou au libértarianisme. Car, le monde de l'après COVID-19 peut tout aussi bien revêtir d'une autre belle robe : la renaissance de la « démocratie libérale » comme signe de résilience et de renouveau. Et celle-ci peut se manifester sur plusieurs plans : géopolitique, social, économique, politique, culturel et autres. Tenez !

23. *Sur le plan géopolitique*, cette pandémie peut conduire à des réformes structurelles longtemps souhaitées dans la manière de gérer les institutions internationales à l'âge de la mondialisation. En effet, s'il est vrai que cette pandémie n'épargne aucun pays dans le monde ; et s'il est vrai que son expansion rapide est due au fait que notre monde est caractérisé

par l'interconnexion, il appert que désormais les solutions pour résoudre nos problèmes ne doivent pas être prises de manière isolationniste. Bien au contraire, il faudra mettre en place des institutions internationales susceptibles de s'assurer le bien de toute l'humanité. Comme le dit si bien le Pape François, le monde est notre « *maison commune* ». Et, à cet égard, nous sommes, bon gré mal gré, obligés, soit de vivre ensemble, soit de mourir ensemble. C'est à ce titre que les réformes des institutions telles que les Nations Unies pour plus d'inclusivité et de participation de tous les pays dans la gestion des affaires du monde vaut son pesant d'or. Autrement, l'on perpétue une forme de « fascisme » déguisé.

24. Dans le même ordre d'idée, *sur le plan social*, la crise de la COVID-19 pourrait engendrer et redynamiser le sens de la « solidarité sociale ». En effet, on l'a vu : de partout se sont levés des élans de générosité à travers des dons et des initiatives diverses pour soutenir la lutte contre le COVID-19 ; pour soulager, tant soit peu, la souffrance des affligés et venir en aide aux pauvres et démunis. Des pays moins nantis ont reçu le soutien et l'appui financier et matériel des pays nantis. Au niveau interne, dans beaucoup de pays, les exemples des personnalités célèbres – hommes politiques, stars du monde sportif, musical, cinématographique ou autres, ou les exemples des grandes entreprises qui ont mis des fonds et moyens matériels à la disposition des comités de lutte contre le COVID-19 sont légion. Tel est le cas du Maroc, pour citer un exemple concernant le continent africain, où le conseil de gouvernement, réuni jeudi 23 juillet à Rabat 2020, a décidé de faire don du 1/5ème des salaires, du mois d'août jusqu'à la fin de l'année en cours, pour l'ensemble des membres du gouvernement au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus. L'après COVID-19 pourrait ainsi voir l'éclosion d'une société où la solidarité cimenterait les relations sociales et non la recherche effrénée du profit et des intérêts individuels.

25. *Sur le plan politique*, un des effets positifs de la pandémie actuelle pourrait être la valorisation de la notion de l'État dans la construction d'une société stable et prospère. En effet, vu l'importance de l'intervention de l'État dans la gestion de la pandémie, il sera désormais difficile d'affirmer, comme Reagan le fit lors de son discours inaugural, que « *le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes ; le gouvernement est le problème* ». De même, personne ne peut dire que le secteur privé et la philanthropie peuvent se substituer à la compétence de l'État durant l'état d'urgence nationale. Dans plusieurs pays, sans l'intervention massive de l'État pour lutter contre la pandémie ou pour soutenir les entreprises et les individus affectés par la pandémie, il serait difficile de maîtriser, tant soit peu, la crise actuelle. En France, par exemple, l'État a apporté une aide de 7 milliards d'euros à la compagnie aérienne, Air France

C'est dire que la thèse anti-étatiste doit être revisitée. Cette crise démontre que l'intervention du gouvernement peut être nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux majeurs dans un pays. Le rôle de l'Etat dans la gestion de la *res publica* est nécessaire. Irremplaçable.

26. Une autre dimension de la résilience de la démocratie se situe *sur le plan scientifique*. En effet, au-delà des critiques adressées à certains pays, considérés comme des bouc-émissaires de la crise (par exemple, la Chine), les scientifiques et les responsables de la santé mondiale (OMS) forment un network et des connexions pour combattre la pandémie. Il y a, manifestement, de la part de tous, la volonté d'un engagement commun pour des intérêts communs pour la planète terre. La crise de la COVID-19 se présente ainsi comme un moment critique, un « *kairos* », pour redéfinir le monde sur des nouvelles bases pour une société plus juste et plus fraternelle. L'isolationnisme et le nationalisme étroit vont à l'encontre des expériences de solidarité sociale et scientifique vécues pendant cette crise.

27. Pour récapituler les considérations qui précèdent, nous pouvons dire que la crise de la pandémie de la COVID-19 nous aura appris les cinq leçons suivantes :

Première leçon : « Être humble ». La pandémie de la COVID-19 a mis à nu la fragilité et la vulnérabilité de l'homme ; une fragilité certes sanitaire et économique ; mais aussi une vulnérabilité anthropologique, c'est-à-dire une vulnérabilité qui met fin au mythe de l'homme comme l'être le tout puissant de la terre. L'homme a été mis à genoux par un « petit » virus ; un petit ennemi de 125 nanomètres de diamètre, venu de Wuhan, une petite ville du centre de la Chine ; un ennemi qui a transformé le monde entier en une scène apocalyptique : des villes fantômes, des ciels sans avions, des rivières et mers sans bateaux, annulations d'événements mondiaux – plus de ligue des champions, plus de mariages, fermetures d'écoles et des lieux de cultes, etc. Qui l'eut cru ! Mais, c'est là une belle leçon d'humilité pour ne pas tomber dans l'idéologie qui soutient que l'homme est le « maître » du monde ! Le philosophe et historien de l'environnement, Dominique Bourg, de l'Université de Lausanne formule la problématique de la vulnérabilité et, partant, la leçon de l'humilité comme suit : « Nous sommes dans un moment de vulnérabilité qui est aussi un moment de vérité. Une certaine idéologie du progrès avait fini par nous persuader que l'humanité atteignait la maîtrise pleine, que l'on pouvait nier les dangers dus à l'environnement. On a cru qu'il fallait presque faire disparaître les Etats, alors qu'il saute aux yeux aujourd'hui que le marché ne peut pas gérer les situations de crise, qu'il faut un corps bien doté de professionnels de l'intérêt général. L'actuel rappel dramatique à la réalité peut être vu comme un avertissement de la nature, car cette idéologie de toute puissance, dont les valeurs cardinales sont l'individu, le marché et le court terme, est aussi catastrophique pour la santé que pour le climat. Cette crise pourrait donc être l'occasion d'une

inversion des valeurs, d'un retour au collectif et au long terme, d'évaluer à quoi nous tenons vraiment (...) Il faut profiter de ce que les esprits sont ouverts, ne pas hésiter à imaginer un changement de société, et ne surtout pas repartir sur les mêmes rails¹⁴ ».

Deuxième leçon : « Promouvoir le professionnalisme ». Dans un monde de plus en plus complexe et aux mutations vertigineuses, il y a nécessité de promouvoir le professionnalisme et l'expertise versus l'amateurisme, la démagogie et le bricolage dans la gestion des affaires de la société. Il faut justement déplorer ici le manque de professionnalisme dans plusieurs pays africains dans la gestion de la crise sanitaire de la COVID-19. Celle-ci a révélé le manque de préparation des systèmes sanitaires et le manque de financement des programmes de recherche scientifique pour mieux résoudre les problèmes qui se posent dans la société. Nous l'avons vu : les pays qui ont réussi à contenir la pandémie sont ceux qui avaient mis en avant plan le professionnalisme et non la démagogie, le mensonge ou autres formes de manipulation politicienne. En Afrique, plus particulièrement, l'on constate une tendance à recourir à des traitements peu fiables et peu crédibles pour lutter contre la COVID-19. S'il est vrai qu'il faut valoriser la médecine traditionnelle, il ne faut cependant pas rejeter le professionnalisme, basé sur les progrès et la recherche scientifiques qui, jusqu'à présent, sont à la base de l'amélioration des conditions de vie de l'homme moderne. En RD Congo, par exemple, le Professeur Docteur Jean-Jacques Muyembe, Coordonnateur du Secrétariat technique du comité multisectoriel de la riposte contre la pandémie de la COVID-19, a été critiqué, à tort, par les défenseurs de la médecine traditionnelle et d'autres théoriciens anti-modernistes. Ces derniers préconisent une approche « africaine » (entendez : traditionnelle) plutôt qu'une approche « occidentale » ou « moderne » (entendez : scientifique). Ils disent : « retournons aux plantes, aux pratiques de nos ancêtres : *cynda, tondolo, kongo bololo*... D'ailleurs, nos ancêtres avaient Dieu avec eux ». Ce débat entre la « modernité » et la « tradition » peut être stérile et idéologique. La vérité, c'est que l'Afrique ne pourra pas améliorer les conditions de vie de ses populations sans un sérieux investissement dans la technoscience moderne. Ce chemin est long et exigeant. Il faut éviter des raccourcis, des succédanés qui conduisent à la stagnation ; au recul.

Troisième leçon : « Promouvoir une éthique de la solidarité et de la bienveillance ». Notre humanité forme un « tout » : les problèmes des uns sont aussi ceux des autres, et inversement, car nous sommes tous embarqués sur le même bateau ; et s'il coule, tous nous coulons ; s'il tient le cap, tous nous tiendrons bons. Si tel est le cas, il sied de promouvoir l'éthique de la solidarité et de la bienveillance à tous les niveaux de vie, et plus particulièrement, à l'égard des pauvres, des exclus et des marginalisés

14 Voir Dossier « Coronavirus et Maintenant ? », in *Science et Vie*, n° 1232, p. 82.

de ce monde. La pandémie de la COVID-19 nous le rappelle de manière forte et solennelle en nous rappelant, comme nous l'avons vu, notre fragilité et vulnérabilité d'êtres finis. Ainsi, vivre en solidarité et en bienveillance les uns avec les autres, prendre soin des uns et des autres, devient une nécessité, un impératif moral. Le monde de l'après COVID-19 devrait donc être un monde qui valorise et célèbre les valeurs de solidarité, d'hospitalité, de justice, d'égalité, de fraternité, de l'unité, de la paix ; les valeurs de l'universalité et non celles de l'individualisme égoïste.

Quatrième leçon : « Sauver et préserver la vie humaine ».

La pandémie de la COVID-19 nous fait voir que la vie humaine est un trésor ; un don précieux du Créateur ; mais un don que nous portons dans des « vases d'argile ». D'où, il faut prendre toutes les dispositions nécessaires pour préserver la vie humaine. Et lorsque les problèmes surviennent, il est toujours possible de trouver des solutions, si nous conjugons tous nos efforts pour atteindre des objectifs communs. C'est à ce titre qu'il sied de saluer et d'encourager les efforts inlassables en cours pour mettre au point un vaccin efficace contre la COVID-19. Au-delà des rivalités que ces recherches suscitent entre les différents grands laboratoires privés – on parle d'une centaine à travers le monde ! –, le but final est de sauver et de préserver la vie humaine. Il s'ensuit que désormais, dans le monde de l'après COVID-19, nous sommes tous conviés à lutter contre tout ce qui peut porter atteinte à la vie pleine et heureuse de tout homme ; que cet obstacle soit d'ordre sanitaire, politique, économique, écologique ou autres.

Cinquième leçon. Last, but not least : « Prendre soin de notre Maison Commune ». La crise sanitaire due à la COVID-19 met en lumière la vérité que le Pape François décrit dans sa célèbre encyclique, *Laudato Si*, à savoir « *tout est lié* » ou « *tout est connecté* » dans la « Maison Commune ». En effet, la crise sanitaire de la COVID-19 a des ramifications avec d'autres crises qui affectent actuellement notre monde, notre « Maison Commune » : la crise économique, la crise politique, la crise sociale, la crise écologique et la crise spirituelle. Il convient ainsi d'avoir une approche « intégrale » ou « holistique » pour résoudre la crise sanitaire actuelle.

Les recherches sur l'émergence des pandémies dans la vie humaine s'accordent, en effet, pour affirmer que la crise sanitaire actuelle due à la pandémie de la COVID-19 tient à notre incapacité à vivre en harmonie avec les organismes naturels. Aujourd'hui, il est démontré que 60% de toutes les maladies humaines proviennent des animaux et, plus de 75% des maladies émergentes sont des zoonoses. C'est pourquoi sur son web site la Wildlife Conservation Society (WCS), une organisation non gouvernementale (ONG) américaine de protection de la nature (créée en 1895 à New York) a posté le message suivant : « Pour arrêter la pandémie chez les humains : 1. *Stoppez* le commerce des animaux sauvages ! 2. *Arrêtez* de les consommer ! 3. *Cessez* de détruire la nature ! ». Dans le

même ordre d'idée, le Directeur Exécutif de WCS soutient, dans la revue scientifique médicale britannique, *The Lancet*, l'argument ci-après : « Les caractéristiques de cet événement mondial (COVID-19) résident dans son origine supposée, l'interface entre humain, animal et environnement, et dans sa rapide explosion à des niveaux jamais atteints en raison des niveaux sans précédent d'interconnexion humaine, de mobilité de transports et de commerce mondial¹⁵ ». Coralie Martin, parasitologue et écologue, l'affirme encore de manière péremptoire : « Les causes profondes de ces pandémies sont à rechercher dans ce que j'appelle « l'emballement du monde », (c'est-à-dire) « La déforestation en général, due, entre autres, à des pratiques agricoles, mais aussi au commerce de bois exotiques et à la culture d'huile de palme, la pénétration de plus en plus grande par l'homme de ces mêmes forêts qui les met en contact avec les animaux, le braconnage et la vente des animaux sauvages, l'urbanisation sans contrôle et la densification des mégapoles, l'accélération des transports – un virus peut être transporté par avion à l'autre bout du monde en 24 heures –, etc.¹⁶ ».

« *Tout est donc lié* » dans la « Maison Commune ». La crise sanitaire actuelle n'est que le pan ou la conséquence d'autres crises. Pas de santé humaine sans santé écologique, économique, politique et géopolitique. En somme, il n'y a qu'une « seule santé¹⁷ ». Voilà pourquoi, il faut une approche globale qui établit des rapports justes entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme, entre les nations et entre l'homme et le Transcendant dans la mesure où ce dernier nous rappelle que l'homme n'est pas le « maître » du monde.

28. Tels sont quelques ingrédients socio-économiques et géopolitiques à prendre en considération pour construire le monde d'après la COVID-19. Il serait, en tout cas, dommage et insane que nous revenions à nos vieilles habitudes ; que nous puissions « repartir sur les mêmes rails » après cette crise majeure de notre siècle. Serge Morand, écologue et biologiste de l'évolution, chercheur au CNRS et au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), autour d'un livre au titre prémonitoire, *La prochaine peste*¹⁸, avertit : « *L(a) COVID -19, c'est le dernier signal d'alerte de la faune sauvage* ¹⁹ ».

29. « Un homme averti en vaut deux », déclare le sage. Allons donc TOUS de l'avant avec le CHANGEMENT que nous offre la COVID-19 pour construire un monde plus juste, plus harmonieux et plus prospère pour tous ! ■

¹⁵ Voir « Écosystèmes, Humains et Animaux : Tous dans le même bateau », in *La Vie*. L'Hebdomadaire chrétien d'actualité, n° 3899 du 21 au 27 mai 2020, pp. 22-23.

¹⁶ *Idem*, pp. 23-24.

¹⁷ Les écologues et autres chercheurs essaient aujourd'hui de promouvoir la notion de « *un monde, une santé* » pour montrer un lien opérationnel entre la protection de la santé des humains, celles des animaux et celles écosystèmes. D'où la nécessité de faire travailler ensemble médecins, vétérinaires et écologues.

¹⁸ Serge Morand, *La prochaine peste. Une histoire globale des maladies infectieuses*, Paris, Fayard, 2016, 304 p.

¹⁹ Voir Dossier « TOUT EST LIÉ », in *La Vie*, L'Hebdomadaire Chrétien d'Actualité, n° 3899 du 21 au 27 mai 2020, p. 24.